

Communiqué

L'euro dans les mains du FMI : une rupture historique

vendredi 26 mars 2010, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2010).

L'accord entre les dirigeants de l'Eurogroupe annoncé hier, 25 mars 2010, pourrait marquer une rupture historique dans la construction européenne. Pour la première fois les dirigeants européens appellent au secours le Fonds Monétaire International pour aider un pays de la zone euro, la Grèce. L'accord est très imprécis sur les mécanismes de cette aide, et stipule qu'elle ne serait sollicitée « *qu'en dernier ressort* ». Mais il s'agit d'un abandon majeur de souveraineté des capitales européennes. Non contentes d'avoir renoncé à toute politique budgétaire européenne autonome ; non contentes d'avoir confié le pouvoir monétaire à une Banque centrale européenne indépendante de tout contrôle démocratique ; non contentes d'avoir dérégulé les marchés financiers et de laisser les fonds spéculatifs saigner à blanc les salariés, les PME, les services publics et maintenant les États eux-mêmes, les autorités de la zone euro décident aujourd'hui de partager la responsabilité de la monnaie européenne avec le Fonds Monétaire International. Ce dernier, largement contrôlé par les États-Unis, a toujours agi en fonction des intérêts de l'industrie financière internationale. C'est sans doute pour cela que les dirigeants européens, sur l'insistance d'Angela Merkel, ont accepté de lui confier les rênes. La BCE de M. Trichet n'aurait-elle pas donné assez de garanties de son orthodoxie financière ?

En même temps que les dirigeants de l'Eurogroupe prenaient cette décision, on apprenait que l'enquête ouverte par les autorités de régulation financière européenne sur la spéculation contre l'euro n'a donné aucun résultat : les régulateurs n'ont pas pu identifier les fonds spéculatifs qui attaquent la Grèce, et ont transmis le dossier ... aux services secrets [1] ! Déjà, le 16 mars dernier, les ministres des finances européens avaient renoncé à imposer aux fonds spéculatifs la simple obligation... de s'enregistrer. La démission du pouvoir politique devant les spéculateurs est véritablement indécente, au moment où se préparent partout, à commencer par la France, des plans de restrictions draconiennes dans les dépenses publiques et la protection sociale, pour satisfaire ces mêmes fonds spéculatifs qui ont provoqué la crise financière et l'aggravation des déficits publics !

Il n'y a qu'une manière de stopper cette descente aux enfers de l'euro, de l'Europe et des peuples européens, que le sort de la Grèce préfigure : il faut taxer et réguler fortement les transactions financières, en commençant si nécessaire à l'échelle européenne. Il faut aussi que les États puissent emprunter à faible coût auprès de la BCE. Le FMI n'aura de légitimité à intervenir que le jour où, totalement réformé et démocratisé, il sera devenu une agence de l'ONU responsable de la stabilité financière et monétaire, ce bien public mondial.

Attac France,
Montreuil, le 26 mars 2010

Notes

[1] « Dérivés : l'accès à l'information progresse », *Les Échos*, 26-27 mars 2010 :

<http://www.lesechos.fr/info/marches/020439181770-derives-l-acces-a-l-information-progresse.htm>